

FAIRE FACE À LA CRISE SÉCURITAIRE

La menace terroriste et l'accroissement des conflits intercommunautaires affectent gravement les activités économiques dans plusieurs zones du Sahel occidental. Un des secteurs les plus profondément touchés est celui de l'élevage.

Auparavant localisée dans les zones du bassin du lac Tchad, du Liptako-Gourma et du nord Mali, l'insécurité s'étend désormais à l'ensemble du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigéria, entraînant des déplacements massifs des populations rurales¹. Cette situation perturbe l'accès aux sources alimentaires, aux moyens de subsistance et aux services essentiels, diminuant la production, faisant grimper les prix des denrées alimentaires et entravant souvent la distribution de l'aide alimentaire.

D'après le rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest du Cilss², dix zones fortement affectées par l'insécurité civile seraient en urgence alimentaire : cinq au Burkina Faso, trois au Nigéria et deux au Niger. Comme l'explique Ibrahima Coulibaly, président du Roppa³, l'ampleur actuelle de ces différentes crises interpelle plus que jamais sur l'abandon du monde rural par les politiques.

Voici des témoignages d'acteurs de régions durement touchées du Mali, Burkina Faso et Niger, qui développent différentes stratégies pour poursuivre leur travail dans le secteur pastoral et agropastoral.

Nord du Burkina Faso : dynamiser les points de vente stratégiques

Au nord de Ouagadougou, la province du Bam est depuis 2018 la cible d'attaques entraînant des déplacements de populations et le ralentissement des activités agricoles.

L'Union provinciale des sociétés coopératives maraîchères du Bam (Upcom) regroupe un millier de producteurs de 26 localités, dont 40 % de femmes. « Pour la continuité des projets, nous avons des animateurs endogènes dans chaque coopérative qui prennent la relève mais des sites de production sont parfois inaccessibles car récupérés par les terroristes », raconte Madi Guira, chargé de projets à l'Upcom.⁴

« Cette situation d'insécurité a eu des conséquences financières terribles pour des producteurs qui avaient contracté un crédit de campagne auprès de la Délégation des caisses populaires du Nord de 33 millions de FCFA au total. Ils ont dû fuir à cause de l'insécurité et la production est restée inachevée. »



Chargement des oignons au comptoir de Kongoussi, Burkina Faso © Upcom

« Cette situation d'insécurité a eu des conséquences financières terribles pour les producteurs »

Madi Guira, chargé de projets Upcom

Grâce au soutien de l'État, l'Upcom a pu construire un comptoir de vente à Kongoussi. Deux autres comptoirs devaient être implantés à Zimtanga et Bourzanga mais n'ont finalement pas été réalisés en raison de l'insécurité. 80 % de la production de l'Upcom est destinée à la sous-région mais les commerçants étrangers, pour la majorité des Ghanéens et des Ivoiriens, se font rares. La solution, en cours de réflexion, serait de leur acheminer toutes les marchandises à Kongoussi, ville plus sûre. La difficulté reste le transport des productions des membres de l'Upcom qui sont dans les autres localités comme celles de Zimtanga, où l'insécurité est plus forte.

Le drame de l'exode des populations au Burkina Faso

- 1 719 332 personnes déplacées au Burkina Faso au 30 septembre 2022.
- Un Burkinabé sur dix est déplacé chez lui.
- 60,40 % sont des enfants.
- 708 341 élèves sont affectés par la fermeture de 4 258 écoles.

OCHA, Burkina Faso. Rapport de situation, 2022 (octobre)

Centre du Mali : diversifier pour maintenir des prix accessibles

Aboubacar Sanogo maintient l'activité de la mini laiterie Danaya Nono de San au Mali. « Avec l'insécurité, beaucoup d'éleveurs ont dû plier bagage. Ils se faisaient voler leur bétail, certains étaient même assassinés. Pour les soutenir, nous avons augmenté un peu le prix d'achat du lait. Grâce à l'appui du programme Pafao et l'accompagnement de l'ONG ICD⁵, nous avons aussi diversifié la gamme de produits en proposant du ghee, un beurre clarifié, qui grâce à une marge plus élevée, a permis de garder des prix accessibles pour nos produits de base. En 2022, la situation s'est apaisée mais les éleveurs ne sont pas encore tous revenus. »⁶

« La crise sécuritaire affecte aussi les cultures. Les champs de riz ont été brûlés, ce qui pose un problème d'accès à l'alimentation pour les producteurs mais aussi pour le bétail qui était nourri à base de résidus de ces cultures », explique Rokiatou Diallo Cissé, directrice d'une autre laiterie Danaya Nono située à Niono. « Les producteurs éprouvent beaucoup de difficultés à nourrir leur bétail. Habituellement, nous fournissons cet aliment bétail, contre un prélèvement sur le prix du lait, mais la situation financière de la laiterie est délicate. »⁷

Niger, au nord de Niamey : rester flexible pour ne pas perdre les liens avec les partenaires

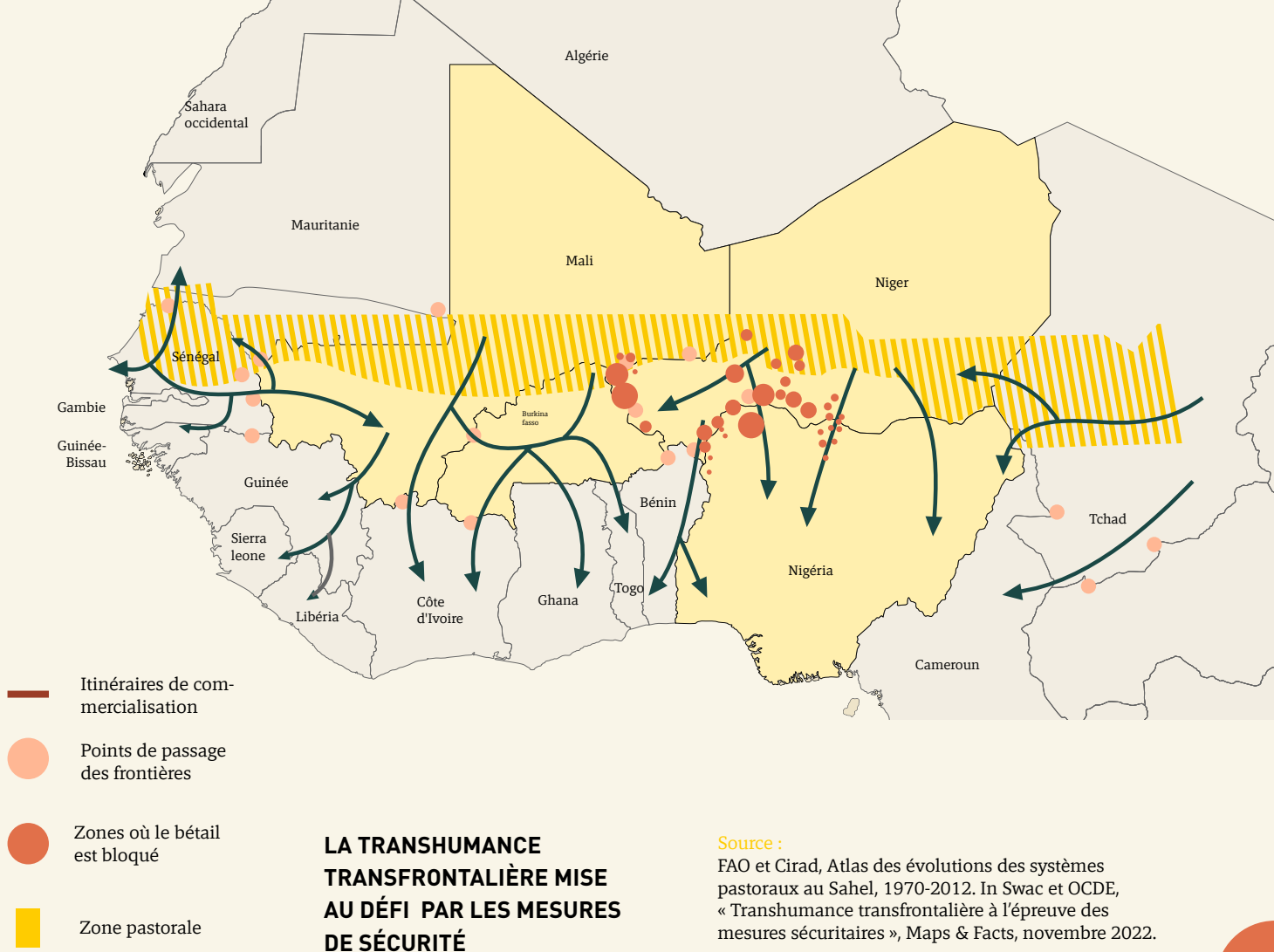
Célia Coronal est agroéconomiste et chargée de programmes pour l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram). Elle raconte les conséquences de la crise sécuritaire pour les éleveurs et centres de collecte qui travaillent avec l'Iram.

« Au Niger, notre projet s'étend jusqu'à la zone à la frontière, le long du lac de Tillabéry. Nous faisons face à de vraies difficultés car certaines communes ne sont plus accessibles en raison de l'installation de groupes armés. Nous avons quasiment réduit de moitié notre zone d'intervention. Comme le projet implique un travail avec les collectivités, les réunions avec les élus et les acteurs locaux nécessitent des mesures de sécurité importantes. »

« Même du côté de Namaro, au nord-ouest de Niamey, au bord du fleuve, les éleveurs nous disent qu'il y a une recrudescence des conflits entre les agriculteurs et eux. Suite à des affrontements, les éleveurs n'étaient plus les bienvenus et ont dû se replier vers d'autres communes plus lointaines. Ce qui a eu un impact sur les centres de collecte, les animaux n'étant plus à proximité. »

« Il faut continuer à travailler sur la capacité de résilience des acteurs, seul moyen pour tenir pendant les moments difficiles. Nous avons réorienté les budgets (achat de véhicules par exemple) et ainsi gardé un minimum de collecte pour ne pas perdre les éleveurs. »⁸

¹ IPC, Cadre harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, mars 2022. Cette situation occasionne des déplacements importants avec plus de 5 millions de personnes déplacées (PDI) dont 1,8 million au Burkina, 300 000 au Niger, plus de 2 millions au Nigeria et 400 000 au Mali et au Tchad, et la fermeture de plusieurs marchés, centres de santé et d'écoles. ² Cilss, Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, septembre 2022. ³ Roppa, « La situation pastorale en Afrique de l'Ouest », Roppa info, octobre-novembre 2020. ⁴ Badini M., Guira M., Guissou A., Lhomme A. (propos recueillis par Moreau A.), Au Burkina Faso : les maraîchers du Bam face aux conditions d'insécurité, 2022. ⁵ Initiatives, conseils et développement, basée à Bamak. ⁶ Cissé R. et Sanogo A. (propos recueillis par Moreau A.), Au Mali, les conséquences de l'insécurité sur la filière lait local, 2022. ⁷ Ibid. ⁸ Entretien Pafao avec Célia Coronal (Iram) sur la situation au Niger, 2022.



L'importance de ne pas abandonner la filière agropastorale

Les systèmes agropastoraux et pastoraux concernent plus de 20 millions de personnes en Afrique de l'Ouest, notamment dans les pays sahéliens, région d'élevage par excellence qui dispose de vastes espaces. C'est l'une des principales activités économiques des populations les plus pauvres : elle est aussi bien une source d'aliments que de revenus. L'élevage est, pour ces millions de personnes, la principale assurance contre les risques. La mobilité du cheptel est une condition essentielle de cette activité. Les transhumances à l'intérieur des pays et en zones transfrontalières permettent au bétail d'accéder à des fourrages et à l'eau en toute saison. Ces systèmes constituent actuellement le modèle dominant de production de viande rouge. Ils ont su s'adapter aux différentes conjonctures pour couvrir l'essentiel de la demande croissante et de plus en plus exigeante de la région.

« Dans le contexte actuel d'insécurité, le soutien à cette filière, source importante d'emplois et de bien-être de nombreuses communautés, est un enjeu politique critique », martèle Ibrahima Coulibaly du Roppa¹.

« Ce sont les jeunes qui, frustrés par leurs conditions de vie et le non-respect de certains de leurs droits élémentaires, s'engagent dans des voies illicites, notamment dans des groupes armés. Une meilleure prise en charge des systèmes pastoraux et agropastoraux – principale source d'emplois et de revenus dans la bande sahélienne – dans les politiques de développement constitue donc une des clefs pour une sortie durable de ce fléau. »

¹ Roppa, « La situation pastorale en Afrique de l'Ouest », Roppa info, octobre-novembre 2020.